

Le Collectif 8 Mars appelle à la grève nationale des femmes*

Le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, le Collectif 8 Mars appelle à une grève nationale des femmes et des minorités de genre. Après les grèves massives en Espagne, en Suisse, en Amérique latine, et trois années de grève en Belgique, nous appelons les femmes* à s'arrêter le 8 mars, à faire grève, à renoncer aux tâches domestiques, au travail rémunéré ou aux cours et à ne pas consommer. Par cette action, on veut souligner le rôle important que joue le travail des femmes dans le fonctionnement de la société. Parce que lorsque les femmes* s'arrêtent, le monde s'arrête.*

Une grève des femmes* ? Pourquoi ?

Une inégalité structurelle est ancrée dans notre société. Les femmes* gagnent moins de revenus, prennent en main davantage de tâches de soins, ont des pensions plus faibles, sont plus souvent confrontées à la violence. La société est imprégnée de sexisme et les témoignages de violences sexuelles, psychologiques, physiques, économiques, juridiques sont quotidiens. On pourrait s'attendre à ce que les décideurs politiques adoptent une approche concrète et efficace pour y remédier, mais les politiques néolibérales, sécuritaires, racistes ne font qu'accroître les inégalités.

Le salaire annuel moyen des femmes est inférieur de 23 % à celui des hommes. Cela s'explique notamment par le fait que de nombreux secteurs à bas salaires sont majoritairement féminins, par exemple le nettoyage ou le commerce. Il s'agit de secteurs où les contrats à temps plein sont rares et les salaires particulièrement bas. Il est donc choquant de voir le gouvernement bloquer et empêcher les salaires d'augmenter de plus de 0,4 %, et ne pas se soucier d'améliorer les conditions de travail dans les secteurs les plus précaires et les plus féminisés. Et, les augmentations récentes du salaire minimum, arrachées après de nombreuses journées d'action et de grève, restent largement insuffisantes. Tout cela est d'autant plus vrai pour les femmes* racisées ou migrantes, qui sont souvent confinées dans des emplois de soins aux personnes ou de nettoyage qui sont invisibilisés, mal rémunérés et au noir.

La pandémie fait des ravages dans les secteurs de la santé, de la garde d'enfants, de l'enseignement, etc. Ces secteurs souffraient déjà de pénuries de personnel avant l'apparition de la pandémie. Actuellement, les hôpitaux ne trouvent plus d'infirmières, car bon nombre d'entre elles quittent la profession. La pression que subit le personnel des maisons de repos est aussi très grande, et encore plus dans les maisons de repos appartenant à des multinationales. La première ligne de soins, où beaucoup de femmes travaillent, est mise sous pression comme jamais. Des crèches, des classes dans les écoles doivent fermer à cause du virus, ce qui pousse encore principalement les femmes à s'occuper des enfants lors de ces fermetures. Cette situation met une fois encore en lumière la nécessité de services publics accessibles et de qualité pour toutes et tous, pour prendre soin à la fois de nos enfants et de nos aînés. En l'absence de tels services, ce sont inévitablement les femmes qui doivent assumer ces tâches de soin au sein des familles.

En ce moment, les travailleuses des titres-services se battent pour obtenir des salaires plus élevés et une indemnité de déplacement plus importante. Les travailleuses de la petite enfance luttent pour obtenir un réel statut et une revalorisation de leur secteur, à l'instar des travailleuses des soins de santé ou des maisons de repos.

Outre l'inégalité économique, les femmes et les minorités de genre sont également confrontées à une violence constante, qui revêt de nombreuses formes.

Les témoignages d'agressions sexistes et sexuelles se succèdent dans tous les milieux : dans les bars, le monde de la nuit, au travail, au sein de la famille et dans la culture. Le nombre de féminicides reste élevé et les femmes et les associations de terrain constatent que la police, la justice et les institutions publiques n'ont pas les connaissances et les ressources humaines suffisantes pour prévenir et traiter de manière adéquate les plaintes pour violence intrafamiliale.

Le gouvernement Vivaldi, qui aime à se dire féministe et qu'il est le gouvernement le plus féminin que la Belgique ait eu à ce jour, a promis de faire de la lutte contre la violence envers les femmes* sa priorité. Les mesures prises par le monde politique pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et des minorités de genre restent cependant insuffisantes. Le plan d'action national contre les violences basées sur le genre va dans le bon sens, mais le gouvernement ne dégage toujours pas de moyens concrets substantiels à la hauteur des besoins. C'est inacceptable.

Avec la pandémie, les femmes et minorités de genre sont encore davantage confrontées aux politiques migratoires racistes, qui mettent particulièrement en danger les femmes migrantes, les enferment et les condamnent à la pauvreté.

Grève des femmes* en Belgique et partout dans le monde

Partout dans le monde, les droits des femmes* et minorités de genre sont en péril et en train de reculer. Mais on voit aussi que partout, la lutte s'organise. De l'Argentine à la Pologne, de l'Inde à l'Espagne, et en Belgique. Les femmes* ne se laissent pas faire et s'insurgent. À l'échelle internationale, les grèves des femmes* constituent l'une des forces motrices contre les tendances d'extrême droite.

Toutes les féministes, nous devons nous unir contre toutes les formes de discrimination envers les femmes* et minorités de genre : qu'elles concernent notre couleur de peau, nos origines, nos revenus, notre genre, notre orientation sexuelle ou nos croyances... C'est en luttant toutes ensemble que nous arracherons des victoires.

Une grève des femmes* ? Comment participer ?

Pour exiger des mesures concrètes et efficaces contre cette inégalité structurelle, le Collectif 8 Mars appelle les femmes* à la grève. Cela peut se faire de différentes manières. Le jour du 8 mars, vous pouvez arrêter de travailler sur votre lieu de travail, ne faire aucune tâche domestique chez vous, ne pas participer au cours. Être solidaire avec les femmes* en grève, mais aussi avec celles qui n'ont jamais pu s'arrêter pendant la pandémie !

Nous appelons tout le monde à organiser au sein et/ou en dehors des lieux de travail des actions symboliques, des assemblées, des rencontres, des manifestations, des flashmobs, à faire du bruit. Décorez votre balcon, votre lieu de travail, votre ville. Faites une publication sur les réseaux sociaux sous l'hashtag #8M2022. Participez à une action locale.

Pour des actions sur votre lieu de travail, prenez contact avec votre organisation syndicale pour voir quelles sont les modalités pratiques de la couverture de grève.

Faisons entendre nos voix, car "quand les femmes* s'arrêtent, le monde s'arrête".

*ou toute personne qui se reconnaît dans cette appellation